

TRIBUNAL JUDICIAIRE de  
VERSAILLES

GREFFE du JUGE des LIBERTÉS  
et de la DÉTENTION

ORDONNANCE DE  
MAINTIEN/MAINLEVÉE  
D'ISOLEMENT (Art L. 3222-5-1  
code de la santé publique)

Dossier N° RG 23/02428 - N°  
Portalis DB22-W-B7H-RSHX  
N° de Minute : 23/2386

M. le Directeur du CENTRE  
HOSPITALIER DE VERSAILLES

c/

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

ORDONNANCE  
Hospitalisation sous contrainte

Le 19 Septembre 2023

Devant Nous, Madame Pauline DURIGON, vice-président, juge des  
libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Versailles,

DEMANDEUR

Monsieur le Directeur du CENTRE HOSPITALIER DE  
VERSAILLES

*régulièrement convoqué, absent non représenté*

DÉFENDEUR

Madame ,  
(28000),  
actuellement hospitalisé(e) au CENTRE HOSPITALIER DE  
VERSAILLES

*régulièrement avisé(e),*

*- présent(e) téléphoniquement*

*- représenté(e) par Me Caroline VARELA, avocat au barreau de VERSAILLES*

PARTIE INTERVENANTE

Madame la Procureure de la République  
près le Tribunal Judiciaire de Versailles

*régulièrement avisée, absent non représentée*

NOTIFICATION par courriel  
contre récépissé au défendeur par  
remise de copie contre signature

LE : 19 Septembre 2023

- NOTIFICATION par courriel  
contre récépissé à :  
- l'avocat  
- monsieur le directeur de  
l'établissement hospitalier

LE : 19 Septembre 2023

- NOTIFICATION par remise de  
copie à Madame la Procureure de  
la République

LE : 19 Septembre 2023

Le greffier



**Madame**

.....), demeurant Maison d'arrêt des femmes - 28 Avenue de Paris - 78000 VERSAILLES, fait l'objet, depuis le 08 Septembre 2023 au **CENTRE HOSPITALIER DE VERSAILLES**, d'une mesure de soins psychiatriques sous la forme d'une hospitalisation complète, sur décision du représentant de l'Etat, en application des dispositions de l'article L. 3213-1 du code de la santé publique.

Vu l'article L.3211-12 et suivants et L.3222-5-1 du Code de la Santé Publique ;

Vu le placement en isolement le 15 septembre 2023 à 17H00 , par le docteur MARDARU , psychiatre du Pôle psychiatrie du **CENTRE HOSPITALIER DE VERSAILLES**, renouvelé pour la dernière fois le 18 septembre 2023 par le Docteur FRILEUX;

Vu la décision en date du 15 septembre 2023 ordonnant la mainlevée de la mesure d'isolement de Madame Anaïs VANNIER ;

Vu la saisine du juge des libertés et de la détention en date du 18 Septembre 2023 à 15h21 aux fins de maintien d'une mesure d'isolement, indiquant le souhait du patient d'être représenté par un avocat et d'être auditionné par le juge des libertés et de la détention.

Vu les conclusions de Me Caroline VARELA, avocat de l'intéressé, reçues par courriel en date du 19 septembre 2023 à 9h06 aux termes desquelles, elle sollicite la main-levée de la mesure d'isolement, la considérant irrégulière en ce que :

- suite à une décision de mainlevée rendue par le Juge des Libertés et de la détention, une nouvelle mesure d'isolement a été prise par le centre hospitalier, sans qu'il ne justifie d'éléments nouveaux ;
- la patiente n'a pas été informée de ses droits lors de son placement à l'isolement ;
- la mesure d'isolement a été renouvelée par des personnes qui ne sont pas des psychiatres ;
- l'extrait du registre n'est pas horodaté, ce qui ne permet pas de contrôler la fréquence des évaluations ;

Madame ..... a été entendue ; elle comprend la décision mais c'est compliqué pour elle de rester enfermée mais que dans deux jours elle part à l'UHSA de sorte qu'elle ne sera plus à l'isolement.

## DISCUSSION

L'article L. 3222-5-1 du code de la santé publique prévoit que :

I.-L'isolement et la contention sont des pratiques de dernier recours et ne peuvent concerner que des patients en hospitalisation complète sans consentement. Il ne peut y être procédé que pour prévenir un dommage immédiat ou imminent pour le patient ou autrui, sur décision motivée d'un psychiatre et uniquement de manière adaptée, nécessaire et proportionnée au risque après évaluation du patient. Leur mise en œuvre doit faire l'objet d'une surveillance stricte, somatique et psychiatrique, confiée par l'établissement à des professionnels de santé désignés à cette fin et tracée dans le dossier médical.

La mesure d'isolement est prise pour une durée maximale de douze heures. Si l'état de santé du patient le nécessite, elle peut être renouvelée, dans les conditions et selon les modalités prévues au premier alinéa du présent I, dans la limite d'une durée totale de quarante-huit heures, et fait l'objet de deux évaluations par vingt-quatre heures.

La mesure de contention est prise dans le cadre d'une mesure d'isolement pour une durée maximale de six heures. Si l'état de santé du patient le nécessite, elle peut être renouvelée, dans les conditions et selon les modalités prévues au même premier alinéa, dans la limite d'une durée totale de vingt-quatre heures, et fait l'objet de deux évaluations par douze heures.

II. - A titre exceptionnel, le médecin peut renouveler, au-delà des durées totales prévues au I, les mesures d'isolement et de contention, dans le respect des conditions prévues au même I. Le directeur de l'établissement informe sans délai le juge des libertés et de la détention du renouvellement de ces mesures. Le juge des libertés et de la détention peut se saisir d'office pour y mettre fin. Le médecin informe du renouvellement de ces mesures au moins un membre de la famille du patient, en priorité son conjoint, le partenaire lié à lui par un pacte civil de solidarité ou son concubin, ou une personne susceptible d'agir dans son intérêt dès lors qu'une telle personne est identifiée, dans le respect de la volonté du patient et du secret médical.

Le directeur de l'établissement saisit le juge des libertés et de la détention avant l'expiration de la soixante-douzième heure d'isolement ou de la quarante-huitième heure de contention, si l'état de santé du patient rend nécessaire le renouvellement de la mesure au-delà de ces durées.

Le juge des libertés et de la détention statue dans un délai de vingt-quatre heures à compter du terme des durées prévues au deuxième alinéa du présent II.

Si les conditions prévues au I ne sont plus réunies, il ordonne la mainlevée de la mesure. Dans ce cas, aucune nouvelle mesure

ne peut être prise avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures à compter de la mainlevée de la mesure, sauf survenance d'éléments nouveaux dans la situation du patient qui rendent impossibles d'autres modalités de prise en charge permettant d'assurer sa sécurité ou celle d'autrui. Le directeur de l'établissement informe sans délai le juge des libertés et de la détention, qui peut se saisir d'office pour mettre fin à la nouvelle mesure.

Si les conditions prévues au même I sont toujours réunies, le juge des libertés et de la détention autorise le maintien de la mesure d'isolement ou de contention. Dans ce cas, le médecin peut la renouveler dans les conditions prévues audit I et aux deux premiers alinéas du présent II. Toutefois, si le renouvellement d'une mesure d'isolement est encore nécessaire après deux décisions de maintien prises par le juge des libertés et de la détention, celui-ci est saisi au moins vingt-quatre heures avant l'expiration d'un délai de sept jours à compter de sa précédente décision et le médecin informe du renouvellement de ces mesures au moins un membre de la famille du patient, en priorité son conjoint, le partenaire lié à lui par un pacte civil de solidarité ou son concubin, ou une personne susceptible d'agir dans son intérêt dès lors qu'une telle personne est identifiée, dans le respect de la volonté du patient et du secret médical. Le juge des libertés et de la détention statue avant l'expiration de ce délai de sept jours. Le cas échéant, il est à nouveau saisi au moins vingt-quatre heures avant l'expiration de chaque nouveau délai de sept jours et statue dans les mêmes conditions. Le médecin réitère l'information susmentionnée lors de chaque saisine du juge des libertés et de la détention.

Pour l'application des deux premiers alinéas du présent II, lorsqu'une mesure d'isolement ou de contention est prise moins de quarante-huit heures après qu'une précédente mesure d'isolement ou de contention a pris fin, sa durée s'ajoute à celle des mesures d'isolement ou de contention qui la précèdent.

Les mêmes deux premiers alinéas s'appliquent lorsque le médecin prend plusieurs mesures dont la durée cumulée sur une période de quinze jours atteint les durées prévues auxdits deux premiers alinéas.

Les mesures d'isolement et de contention peuvent également faire l'objet d'un contrôle par le juge des libertés et de la détention en application du IV de l'article L. 3211-12-1.

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent II.

III.-Un registre est tenu dans chaque établissement de santé autorisé en psychiatrie et désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé pour assurer des soins psychiatriques sans consentement en application du I de l'article L. 3222-1. Pour chaque mesure d'isolement ou de contention, ce registre mentionne le nom du psychiatre ayant décidé cette mesure, un identifiant du patient concerné ainsi que son âge, son mode d'hospitalisation, la date et l'heure de début de la mesure, sa durée et le nom des professionnels de santé l'ayant surveillée. Le registre, établi sous forme numérique, doit être présenté, sur leur demande, à la commission départementale des soins psychiatriques, au Contrôleur général des lieux de privation de liberté ou à ses délégués et aux parlementaires.

L'établissement établit annuellement un rapport rendant compte des pratiques d'admission en chambre d'isolement et de contention, la politique définie pour limiter le recours à ces pratiques et l'évaluation de sa mise en œuvre. Ce rapport est transmis pour avis à la commission des usagers prévue à l'article L. 1112-3 et au conseil de surveillance prévu à l'article L. 6143-1.

En l'espèce, Madame [nom] a été placée à l'isolement le 8 septembre 2023 à 23H00 et renouvelée pour la dernière fois le 14 septembre 2023.

Par décision en date du 15 septembre 2023, le Juge des libertés et de la détention a ordonné la mainlevée de la mesure d'isolement de Madame [nom] en indiquant que " dans ce cas, aucune nouvelle mesure ne peut être prise avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures à compter de la mainlevée de la mesure, sauf survenance d'éléments nouveaux dans la situation du patient qui rendent impossibles d'autres modalités de prise en charge permettant d'assurer sa sécurité ou celle d'autrui. Le directeur de l'établissement informe sans délai le juge des libertés et de la détention, qui peut se saisir d'office pour mettre fin à la nouvelle mesure. ».

Le conseil de Madame [nom] fait valoir que suite à cette décision de mainlevée, une nouvelle mesure d'isolement a été prise par le centre hospitalier, sans qu'il ne justifie d'éléments nouveaux.

En effet, est versé aux débats, un certificat médical en date du 15 septembre 2023 à 17H00, dans lequel le Docteur MADARU précise qu'il est " indispensable de maintenir la mesure d'isolement", sans justifier d'éléments nouveaux.

Dés lors, ce manquement cause nécessairement grief à la patiente, de sorte que la mesure doit être levée sans qu'il ne soit nécessaire d'analyser le surplus des moyens.

En conséquence, il est constaté que la mesure d'isolement dont fait l'objet Madame [nom] est irrégulière.

## PAR CES MOTIFS

Statuant en chambre du conseil par décision susceptible d'appel,

**Ordonnons** la mainlevée de la mesure d'isolement de **Madame** ;

**Rappelons** que « *dans ce cas, aucune nouvelle mesure ne peut être prise avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures à compter de la mainlevée de la mesure, sauf survenance d'éléments nouveaux dans la situation du patient qui rendent impossibles d'autres modalités de prise en charge permettant d'assurer sa sécurité ou celle d'autrui. Le directeur de l'établissement informe sans délai le juge des libertés et de la détention, qui peut se saisir d'office pour mettre fin à la nouvelle mesure.* » (Art. L. 3222-5-1 II alinéa 4 du code de la santé publique) ;

**Rappelons** que la présente ordonnance est susceptible d'appel devant le premier président de la cour d'appel de Versailles, ou son délégué, dans un délai de 24 heures à compter de sa notification. Le ministère public peut interjeter appel dans le même délai. La déclaration d'appel motivée est transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel de Versailles, qui en avise sur-le-champ le greffe du tribunal judiciaire.

Adresse : Monsieur le premier président - Cour d'appel de Versailles - 5, rue Carnot RP 1113 - 78011 VERSAILLES Cedex (télécopie : 01 39 49 69 04 - téléphone : 01 39 49 68 46 et 01 39 49 69 13 ).

Prononcée par mise à disposition au greffe le 19 Septembre 2023 à 14 H 45 par Madame Pauline DURIGON, vice-présidente, qui signe la minute de la présente décision.

Le juge des libertés et de la détention

